



Préparation de la rentrée 2006 dans le Haut-Rhin

MOTION

(CDEN du jeudi 22 juin 2006)

Ouvrir des classes et créer des postes, une autre ambition pour notre école publique !

La politique gouvernementale de régression sociale et de casse du service public apparaît au grand jour dans le budget de l'Éducation Nationale ainsi que dans l'annonce de suppression de 8700 postes.

Lors du CDEN de février, nous dénoncions déjà le manque de moyens pour le département du Haut-Rhin. L'Inspecteur d'Académie proposait alors un projet de rentrée qui ne permettait pas d'améliorer les conditions nécessaires à la réussite scolaire, et qui aggravait les déficits scolaires et sociaux.

L'Inspecteur d'Académie a aussi décidé, unilatéralement, de relever les seuils pour toutes les écoles hors ZEP. Ces nouveaux seuils ne sont acceptés ni par les enseignants, ni par les parents, ni par les élus locaux, conscients qu'ils assistent à une dégradation du service public de l'Éducation Nationale.

Les organisations signataires exigent de revenir aux seuils précédents, et d'abonder, de façon suffisante, les besoins complémentaires, pour que les élèves en difficulté soient effectivement pris en compte.

De plus, en différant plus d'une trentaine de mesures, à la rentrée, l'Inspecteur d'Académie prend le risque de désorganiser les écoles, complique la vie des parents et des enfants, et met les municipalités concernées dans des conditions de préparation de la rentrée très difficiles.

Dans les collèges, la politique mise en œuvre aujourd'hui conduit à une hémorragie de postes pour notre département : 45 de moins, c'est l'équivalent d'un collège qui disparaît !

Ni ambition, ni réussite pour les collèges « classés », en effet, pas un euro de plus pour améliorer l'encadrement, mais des professeurs et assistants pédagogiques prélevés sur la dotation départementale.

Dans les faits, le renoncement éducatif mis en œuvre dans le département renforce le tri social, en creusant un peu plus encore les inégalités entre les élèves. Cette logique comptable sacrifie l'École Publique et ne répond absolument pas aux attentes des familles.

Dans le premier comme dans le second degré, nous réaffirmons que ce projet ne laisse entrevoir aucun début de réponse aux besoins sociaux de scolarisation et que c'est même une régression.

Pourtant, les défis de cohésion sociale que doit relever l'École d'aujourd'hui, demandent des moyens qui apporteront de meilleures conditions de travail dans chacune de nos classes, pour la réussite de tous les enfants.

Réuni le 22 juin 2006 à Colmar, le Conseil Départemental de l'Éducation Nationale ne peut accepter une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement et d'éducation, demande avec insistance que les établissements soient dotés de moyens à la hauteur des ambitions affichées par le Ministre de l'Éducation Nationale et émet par conséquent un avis très défavorable aux dotations qui lui sont soumises ce jour.